

Enseignement Supérieur et Universitaire

Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu



Section des Sciences commerciales administratives et informatique

Département d'informatique de gestion.

TRAVAIL PRATIQUE DE COMMERCE INTERNATIONAL/ GROUPE 6

Sujet : **Le Dumping et renforcement de la compétitivité industrielle**

Réalisé par :

1. FELICIEN MUKAMBA
2. FIKIRI LUMUKA
3. GENEROSE LABELLE
4. IMANI SEBI
5. IRAGI LWABAGUMA
6. IRAGI MUGISHO
7. ISEMBELESHA KITUNGANO
8. JOHN KAKUSU

Promotion: L2 IG Padem

Dispensé par Professeur MARDOCHE NGANDU

ANNÉE ACADEMIQUE 2024-2025

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- OMC: Organisation Mondiale du Commerce
- UE: Union Européenne
- PIB: Produit Intérieur Brut
- PNACI : Politique Nationale Anti-dumping et de Compétitivité Industrielle
- USD: Dollar américain (United States Dollar)
- R&D: Recherche et Développement

INTRODUCTION

Le commerce international contemporain est marqué par une intensité croissante des échanges et une interdépendance économique sans précédent. Dans cet environnement mondialisé, les pays doivent faire face à des défis multiples, parmi lesquels le **dumping** occupe une place de choix en raison de ses effets déstabilisateurs sur les marchés intérieurs. Cette pratique, consistant à exporter des produits à des prix artificiellement bas, met à mal la compétitivité des industries locales, fragilise l'emploi et compromet la souveraineté économique.

Dans le cadre du présent cours de **commerce international**, nous nous intéressons particulièrement à l'analyse de ce phénomène et aux stratégies permettant de le contrer efficacement. L'étude s'appuie sur la méthodologie de l'**arbre à problème** et de l'**arbre à objectifs** pour identifier les causes profondes du dumping, ses conséquences économiques et sociales, ainsi que les leviers politiques et institutionnels susceptibles de protéger et de renforcer la compétitivité industrielle.

Nous examinerons les différents instruments de **politique commerciale internationale**, tels que les mesures anti-dumping, les subventions ciblées, les accords commerciaux stratégiques ou encore la surveillance douanière renforcée. Une attention particulière sera accordée à l'évolution des **barrières non tarifaires**, au rôle des institutions internationales et régionales, ainsi qu'aux tendances statistiques récentes en matière de défense commerciale.

En définitive, ce travail vise à fournir une vision globale et opérationnelle de la lutte contre le dumping, en intégrant à la fois l'analyse économique, le cadre juridique et les perspectives de développement industriel, afin de préparer les futurs acteurs du commerce international à concevoir et mettre en œuvre des politiques commerciales équilibrées et durables.

DÉFINITIONS DES CONCEPTS CLÉS

Le dumping et les mesures associées relèvent d'un vocabulaire technique qu'il est essentiel de préciser. Voici les définitions des principaux concepts abordés dans cette étude :

- **Dumping** : Pratique commerciale consistant à vendre un produit à l'exportation à un prix inférieur à son prix de vente sur le marché intérieur ou à son coût de production, souvent pour éliminer la concurrence.
- **Mesures anti-dumping** : Instruments commerciaux (droits supplémentaires, restrictions) imposés par un pays pour neutraliser les effets du dumping étranger sur son marché.
- **Compétitivité industrielle** : Capacité d'un secteur industriel à produire des biens de qualité à un coût et un prix compétitifs sur les marchés locaux et internationaux.
- **Balance commerciale** : Différence entre la valeur des exportations et celle des importations d'un pays sur une période donnée.

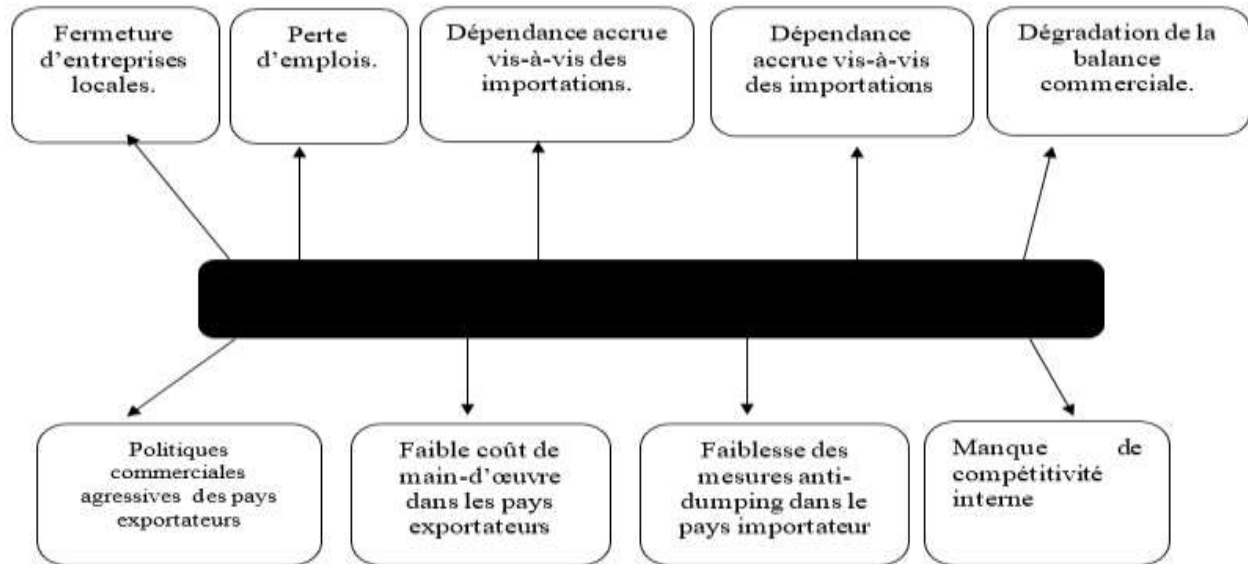
Politique commerciale internationale : Ensemble des mesures et règles qu'un pays adopte pour réguler ses échanges commerciaux avec l'étranger.

1. ARBRE A PROBLEME

Le dumping de produits étrangers est un phénomène complexe qui touche de nombreux pays en développement comme industrialisés. Il s'agit d'une stratégie commerciale agressive, souvent favorisée par des subventions ou des avantages structurels, qui place les producteurs locaux dans une situation de concurrence déloyale.

Problème central:

Le dumping de produits étrangers désigne la pratique par laquelle un pays exporte des biens à un prix inférieur à celui pratiqué sur son marché intérieur ou même en dessous de ses coûts de production. Cette stratégie, souvent rendue possible par des subventions publiques ou des coûts de production très faibles, a pour effet de rendre ces produits artificiellement compétitifs sur les marchés étrangers. Lorsqu'un pays importateur ne met pas en place de mesures anti-dumping efficaces, son marché intérieur peut rapidement être envahi par ces produits à bas prix, ce qui exerce une pression directe sur les producteurs locaux. Par exemple, plusieurs États africains ont vu leur industrie sucrière décliner face aux importations de sucre bradé en provenance du Brésil, vendu à un prix inférieur de 20 à 30 % au coût moyen de production local.



Conséquences (branches) :

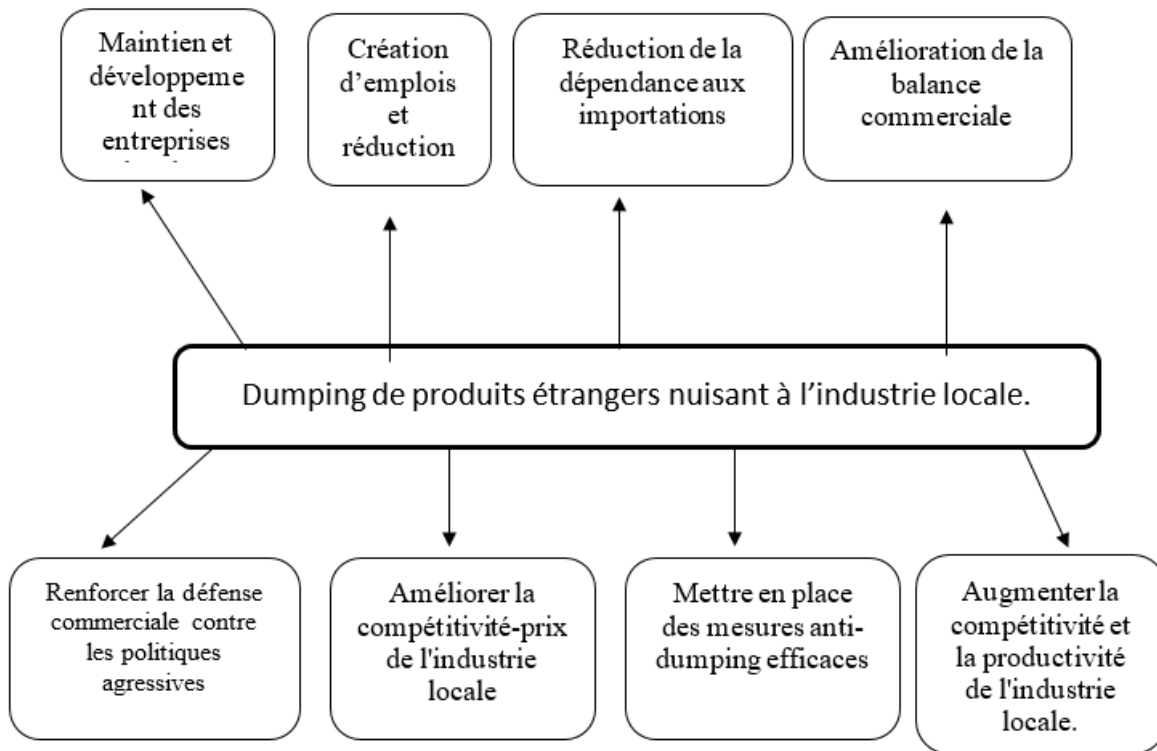
- Fermeture d'entreprises locales : ex. petites huileries africaines fermées après importation massive d'huile subventionnée d'Asie.
- Perte d'emplois : hausse du chômage dans les zones industrielles.
- Baisse des recettes fiscales : réduction des taxes perçues sur la production locale.
- Dépendance accrue vis-à-vis des importations : risque stratégique si les exportateurs augmentent brutalement leurs prix.
- Dégradation de la balance commerciale : déficit commercial accru par l'augmentation des importations non compensée par les exportations.

LÉGENDES

Causes (racines) :

1. Politiques commerciales agressives des pays exportateurs (ex. subventions massives à l'agriculture dans l'UE via la PAC – Politique Agricole Commune).
2. Faible coût de main-d'œuvre dans les pays exportateurs (ex. textile bangladais ou vietnamien produit à très bas coût).
3. Absence ou faiblesse des mesures anti-dumping dans le pays importateur (manque de législation ou d'enquêtes rapides).
 - Manque de compétitivité interne: « Coûts de production élevés (énergie, matières premières) et faible innovation et modernisation (ex. industries locales encore artisanales)

2. ARBRE A OBJECTIFS



LÉGENDES

- **Problème:** Politiques commerciales agressives des pays exportateurs.
 - **Objectif:** Renforcer la défense commerciale contre les politiques agressives.
 - **Problème:** Faible coût de main-d'œuvre dans les pays exportateurs.
 - **Objectif:** Améliorer la compétitivité-prix de l'industrie locale.
 - **Problème:** Faiblesse des mesures anti-dumping dans le pays importateur.
 - **Objectif:** Mettre en place des mesures anti-dumping efficaces.
 - **Problème:** Manque de compétitivité interne.
 - **Objectif:** Augmenter la compétitivité et la productivité de l'industrie locale.
- Résultats Attendus**
- **Conséquence:** Fermeture d'entreprises locales.
 - **Résultat:** Maintien et développement des entreprises locales.
 - **Conséquence:** Perte d'emplois.
 - **Résultat:** Création d'emplois et réduction du chômage.
 - **Conséquence:** Dépendance accrue vis-à-vis des importations.

- **Résultat: Réduction de la dépendance aux importations et promotion de la production locale.**
- **Conséquence: Dégradation de la balance commerciale.**
 - **Résultat: Amélioration de la balance commerciale.**

4. POLITIQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE PROPOSEE

Politique Nationale Anti-dumping et de Compétitivité Industrielle (PNACI)

Axes principaux :

1. **Protection** : Application stricte des lois anti-dumping, sur le modèle de l'UE qui publie régulièrement des règlements imposant des droits spécifiques.
2. **Compétitivité** : Mise en place de programmes comme « Industrie 4.0 » pour moderniser les chaînes de production.
3. **Diversification** : Stratégie d'ouverture commerciale sélective pour éviter la dépendance à un seul partenaire.
4. **Surveillance** : Création d'un **Observatoire National des Flux Commerciaux** chargé de détecter rapidement les pratiques déloyales.

4. Instruments de politique et effets avec exemples

| Instrument | Effet sur quantité | Effet sur prix | Autres impacts avec exemples |
|-----------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Droits anti-dumping | Réduction des importations sous-évaluées | Stabilisation des prix locaux | Protection immédiate : ex. l'UE a imposé en 2022 un droit de 35 % sur le biodiesel indonésien |
| Subventions à l'innovation | Augmentation de la production nationale | Amélioration de la compétitivité-prix | Modernisation : ex. programme d'aide au secteur textile marocain pour l'export |
| Accords commerciaux ciblés | Diversification des exportations | Réduction des coûts à l'export | Nouveaux marchés : ex. accord ZLECAf offrant un |

| | | | |
|-----------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| | | | marché continental sans droits de douane |
| Surveillance douanière renforcée | Diminution de la fraude commerciale | Prix conformes aux règles | Plus de transparence : ex. scanners et suivi électronique des importations |

CONCLUSION

Cette étude nous a permis d'approfondir la compréhension du dumping, de ses mécanismes et de ses impacts sur les économies nationales. Nous avons pu constater que cette pratique, lorsqu'elle n'est pas encadrée, peut provoquer un déséquilibre majeur en érodant la compétitivité des entreprises locales, en fragilisant les chaînes de valeur et en accentuant la dépendance aux importations.

L'analyse détaillée de l'**arbre à problème** et de l'**arbre à objectifs** a mis en évidence la nécessité d'une approche intégrée, combinant mesures défensives (droits anti-dumping, surveillance douanière) et politiques de soutien à la compétitivité (modernisation industrielle, stimulation de l'innovation, diversification des marchés). Les enseignements tirés de l'histoire des barrières non tarifaires, ainsi que l'examen du rôle des institutions comme l'OMC, l'UE ou la ZLECAf, ont permis de situer cette lutte dans un contexte de gouvernance commerciale mondiale.

Les données statistiques récentes ont confirmé l'ampleur du recours aux instruments anti-dumping et souligné l'importance croissante de ces mécanismes pour préserver l'emploi et la production locale. Cette prise de conscience appelle à une gestion proactive et stratégique de la politique commerciale, où la protection légitime des industries nationales s'allie à l'ouverture maîtrisée des marchés.

En définitive, la lutte contre le dumping ne se limite pas à une réaction ponctuelle face à des pratiques déloyales ; elle s'inscrit dans une démarche de long terme visant à assurer la **stabilité**, la **sécurité** et l'**évolutivité** de l'appareil productif. Les décideurs et praticiens du commerce international ont ainsi la responsabilité d'orchestrer des politiques qui, tout en préservant l'intégrité du marché intérieur, favorisent une intégration harmonieuse dans l'économie mondiale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Organisation Mondiale du Commerce. (2023). *Rapport sur le commerce mondial 2023*. Genève: OMC. <https://www.wto.org>
- Commission Européenne. (2022). *Anti-dumping measures in the EU*. Bruxelles : UE. <https://trade.ec.europa.eu>
- Banque Mondiale. (2024). *World Development Indicators*. Washington DC: World Bank. <https://databank.worldbank.org>
- Ministère de l'Économie et des Finances. (2023). *Rapport annuel sur le commerce extérieur*. Paris: MEF.
- Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. (2018). *Économie internationale* (10e éd.). Paris : Pearson.